

Direction régionale et interdépartementale Environnement Energie - UD78

78-2019-08-08-002

arrêté de mise en demeure de la société STORENGY pour ses installations
situées à Beynes

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté de mise en demeure
Installations de la Société STORENGY
à BEYNES (78650) chemin de Fleubert**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, livre V – Titre 1er : installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L.171-8 ;

Vu le code minier ;

Vu les arrêtés réglementant les activités de la société STORENGY pour l'exploitation de ses installations sur le stockage souterrain de Beynes (78650) et notamment l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 juillet 2019 transmis à l'exploitant par courrier du 11 juillet 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 27 juin 2019 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 juillet 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection du 8 août 2019 prenant en compte les observations de l'exploitant ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection inopinée en date du 27 juin 2019 du site susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté le déplacement et/ou le manquement de certaines mesures de maîtrise des risques passives (MMR) sur le site de Beynes (station centrale et puits) ;

Considérant cette non-conformité notable relevée lors de la visite du site et les enjeux en termes de risque ;

Considérant la récurrence de ce constat au cours des dernières visites de l'inspection ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STORENGY de respecter de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} : La société STORENGY dont le siège social est situé Immeuble Djinn – 12 rue Raoul Nordling – 92274 Bois Colombes Cedex est mise en demeure pour son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert, à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009, avant le 15 novembre 2019, en :

- procédant à l'inventaire de toutes les MMR passives avec leur positionnement sur les sites (station centrale et puits) ;
- mettant en place toutes les MMR passives conformément aux plans issus du groupe de travail et en les identifiant clairement (taggage...) sur tous les sites (station centrale et puits) ;
- s'assurant que les MMR passives soient correctement positionnées (positionnement, espacements ...) et en mettant en place un plan de suivi formalisé des MMR.

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

le tribunal administratif de Versailles pourra être saisi via l'application <https://www.telerecours.fr/>

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société STORENGY et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
 - sous-préfet de Rambouillet,
 - maire de la commune de Beynes,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 8 AOUT 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
Pour le Directeur et par subdélégation,
Le chef de l'unité départementale,



Henri KALTEMBACHER

